



Les coopératives au service du développement





Couverture : Membres de la coopérative de Cornesti, partenaire d'Oikocredit en Roumanie.

Suite en page 3

Sommaire

- 3 Partenaire : Société agricole de Cornesti, Roumanie
- 4 Histoire : hausse des cours du café
- 5 Dossier : renforcement des capacités
- 6 Brèves
- 7 Faits & chiffres
- 8 Profil d'investisseur : Hubert Oechsner de Coninck

Les coopératives au service du développement

Avant que l'ONU ne déclare ouverte, en 2012, l'Année internationale des coopératives, la directrice générale d'Oikocredit, Rosalind Copisarow, a tenu à rappeler l'importance des coopératives pour Oikocredit et ses partenaires de projet.

« Les coopératives représentent vraiment pour moi la structure économique capable d'encourager le type de développement humain que nous souhaitons. Avant la révolution, la coopérative comptait d'ailleurs parmi les formes juridiques d'exploitation les plus fréquentes au monde. Puis se sont développées les sociétés de personnes, les sociétés anonymes et les sociétés en commandite qui offrent des gains financiers plus élevés, un certain nombre d'avantages fiscaux et une limitation de la responsabilité des investisseurs. Le fossé entre riches et pauvres s'est alors creusé encore un peu plus, et les désastres financiers ressurgissent depuis à chaque nouvelle génération. Les coopératives, au contraire, sont des structures stables, à la fois souples et résistantes, réactives face à l'évolution des besoins de leurs membres. Elles sont dirigées selon les valeurs clefs de l'autonomie, de l'entraide et du partage de la propriété. En remplissant leurs contrats d'acheteur et en atteignant des niveaux de production dignes d'un groupe, elles créent des possibilités d'embauche et protègent l'emploi, ainsi que leurs membres, des risques des marchés. Au lieu de le détruire, les coopératives portent en elles le type de société auquel nous aspirons.

Elles œuvrent par ailleurs en faveur d'une « mondialisation équitable » car les entreprises qu'elles constituent cherchent à promouvoir de réels partenariats, où règnent davantage de solidarité et de responsabilité, selon des règles et des normes d'équité.

À la veille de l'année de l'ONU pour les coopératives, il est bon de rappeler le rôle crucial qu'ont joué les coopératives en laissant à des économies non exclusives la place de se développer, en rendant un pouvoir d'action aux personnes marginalisées et en permettant un développement économique durable à long terme.

Oikocredit peut s'enorgueillir d'être elle-même une coopérative mondiale unique en son genre, et nous sommes également fiers des coopératives que nous finançons et soutenons, car elles travaillent à améliorer les conditions de vie de leurs membres. »



A handwritten signature in cursive script that reads "Rosalind".

Rosalind Copisarow
Directrice générale d'Oikocredit

Plus d'informations sur Mme Copisarow page 6

L'agriculture collective après le communisme



Alexanaruc Palfi, membre de la coopérative de Cornesti.

Jusqu'à ce que le Rideau de fer tombe en 1989, toutes les fermes roumaines étaient détenues et gérées de manière collectiviste par l'État. La chute du communisme a permis aux propriétaires de récupérer leurs terres et les collectivités n'ont pas tardé à réapparaître, cette fois-ci selon un modèle démocratique prônant l'autonomie et par lequel les agriculteurs ont pu recouvrer le contrôle de leurs moyens de subsistance.

En Transylvanie, les agriculteurs du petit village de Cornesti se sont réunis dès 1991 pour décider de travailler à nouveau au sein d'une organisation collective, mais dans une toute autre perspective qu'autrefois.

Nombreux étaient ceux qui avaient travaillé dans les fermes collectives de l'État où les ouvriers recevaient un salaire normalisé, exploitaient ensemble une grande surface agricole mais où ils n'avaient aucun choix dans leur travail ni aucun mot à dire sur la gestion de l'exploitation. Aujourd'hui, les membres de la société agricole de Cornesti entretiennent leurs propres terres. Chacun dispose d'une voix pour les grandes décisions de la coopérative et ils élisent ensemble sept d'entre eux pour constituer le conseil d'administration de la coopérative. Celle-ci couvre 845 hectares de terres agricoles détenues en propriété privée par ses membres, tandis que les biens de la coopérative elle-même constituent des biens collectifs.

Depuis sa fondation, la coopérative a établi une solide base de 500 membres, pratiquement tous issus du village de Cornesti, qui compte un peu moins de 1 500 habitants.

L'un d'entre eux, le vieil Alexanaruc Palfi, âgé de 80 ans, s'occupe encore lui-même de ses bêtes et de ses champs. Son activité principale reste les céréales. D'autres membres de la coopérative produisent du blé, du maïs, de l'orge, du soja, de la betterave pour la consommation personnelle des membres de la coopérative ou pour la revente. Les productions d'avoine, de pommes de terre et de luzerne servent exclusivement à l'usage local par les membres. À l'avenir, la coopérative envisage d'accumuler suffisamment de fonds pour construire des silos où elle stockerait les récoltes en vue d'une revente ultérieure lorsque les marchés sont plus favorables aux producteurs.

Les moyens de financement traditionnels étant inaccessibles à la société agricole de Cornesti, ce sont les financements fournis par Oikocredit qui ont permis à la coopérative d'acheter des équipements agricoles indispensables pour l'amélioration des conditions de travail et de la productivité. Cette coopérative est partenaire d'Oikocredit depuis 2005, année où elle a reçu son premier prêt, d'un montant de 155 000 euros, suivi par un second, en 2008, à hauteur de 300 000 euros pour l'achat de machines agricoles.

Les cours du café minent le secteur



Chajul au Guatemala, l'une des coopératives caféières à laquelle Oikocredit apporte son soutien.

En avril, le cours de l'arabica a atteint son plus haut depuis 34 ans. La montée des cours du café est due à une conjonction de divers facteurs : déséquilibre de l'offre et de la demande en raison de récoltes moins abondantes au Kenya, au Brésil et en Colombie d'une part, et de la hausse de la demande en Chine et au Brésil d'autre part, mais également délaissement des marchés d'actions par les investisseurs, qui se sont rabattus sur les marchés de produits de base, et faiblesse du dollar. Quelles sont les conséquences pour les acteurs du commerce équitable de café ?

Du producteur à l'importateur, l'ensemble du secteur du café profite et pâtit à la fois de l'état actuel du marché. Oikocredit travaille en partenariat avec 288 coopératives et fédérations, dont l'activité tourne pour beaucoup autour de la production. Bien que le cours du café soit redescendu de son sommet record depuis le mois d'avril, il devrait rester à des niveaux élevés pendant encore deux ans. Dans ce contexte, Eduard Walkers, directeur régional adjoint d'Oikocredit, en poste en Costa Rica, estime qu'il est vital d'accroître la production.

« Les cours élevés du café incitent sans aucun doute à augmenter la productivité des plantations afin d'optimiser les rendements et d'accroître les revenus de familles des exploitants. S'ils tirent ainsi profit de la hausse des cours, les planteurs se trouvent en revanche confrontés à une baisse de leur rentabilité liée aux changements climatiques, à la hausse des coûts de production et à leur besoin préoccupant en capitaux. »

La directrice nationale d'Oikocredit au Pérou, Carina Torres, constate que le niveau élevé des cours risque de déstabiliser les coopératives caféières.

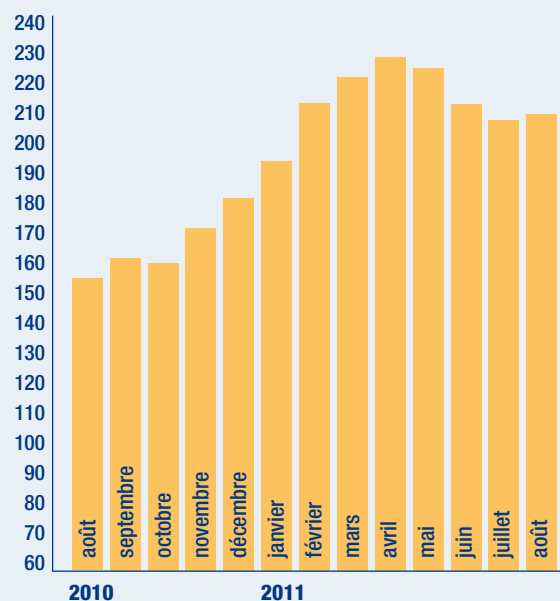
« Les coopératives caféières voient parfois leurs caféiculteurs vendre leur production à des tiers plutôt qu'à la coopérative. Les concurrents privés persuadent les petits exploitants de leur vendre leur production à des prix plus élevés à court terme, mais les caféiculteurs ne reçoivent en échange aucun autre soutien ou ni aucun avantage des acheteurs privés, explique Mme Torres. L'essentiel pour les coopératives est de maintenir des liens étroits avec ses membres pour assurer leur approvisionnement en café. »

L'organisme de certification du commerce équitable a relevé le prix minimal de l'arabica équitable pour l'aligner sur la hausse des cours. Les inquiétudes ne s'arrêtent cependant pas une fois la porte des plantations passée. Cette situation a déjà engendré des effets boule de neige ressentis par d'autres acteurs de la chaîne de production du commerce équitable. Les importateurs du commerce équitable manquent également parfois de fonds pour financer les caféiculteurs entre deux récoltes ou pour acheter suffisamment de café en réponse aux demandes de leurs fournisseurs.

Oikocredit considère en conséquence qu'il est essentiel de maintenir des relations étroites à long terme avec ses partenaires de projet du secteur caféicole et de les soutenir financièrement (des coopératives caféières aux importateurs) afin de sécuriser tous les niveaux de cette chaîne commerciale équitable. « Le renforcement des capacités et les formations pratiques joueront ici un rôle clef, notamment dans certains domaines tels que la gestion de risques et la gouvernance, » a précisé Eduard Walkers.

Moyennes mensuelles du composite ICO

(*l'indicateur ICO donne les prix en centimes de dollars US/ livre)*



Moyennes mensuelles pour les prix des cafés (Arabica et Robusta) par ICO (Organisation Internationale pour le Café). (www.ico.org).

* Pour des prix mis à jour, veuillez consulter www.ico.org

Au-delà du financement de la réussite économique

Les difficultés rencontrées par les structures en place dépassent souvent le simple aspect financier. Le manque de qualifications, le fossé éducatif ou l'absence de certifications peuvent en effet freiner la réalisation d'objectifs aussi bien financiers que sociaux. Ces organisations doivent également gérer des risques externes, parmi lesquels les ralentissements économiques ou les catastrophes naturelles.

Le directeur Oikocredit chargé du renforcement des capacités, Jacques Sam, évoque ces questions pour nous.

« Le renforcement des capacités va au-delà des prestations de services financiers. Il a pour but de traiter des problèmes qui ont un impact négatif sur les performances des coopératives, des petites entreprises ou des institutions de microfinance avec lesquelles nous travaillons et, avec lesquelles surtout nous soutenons les efforts de nos clients finaux. »

Depuis 2007, Oikocredit a appuyé 299 projets d'aide de plus de 5 000 euros. Chaque bureau régional dispose désormais d'un employé chargé d'identifier et de suivre les projets de renforcement des capacités dans sa zone. Des spécialistes locaux fournissent des prestations spécifiques allant de l'évolution de systèmes informatiques dépassés au développement de nouveaux produits ou à des formations pratiques dans les domaines de la santé ou de la gestion.

« Le cœur des activités d'Oikocredit reste la finance, mais les projets de renforcement des capacités permettent à nos partenaires de travailler de manière plus efficace et plus efficiente sur leurs marchés, et les résultats n'en sont que meilleurs pour tous », confirme le directeur Oikocredit chargé des analyses financières et des performances sociales, Ben Simmes. Ces projets prennent souvent une forme collaborative entre Oikocredit et les autres bailleurs de fonds, dont l'Église de Suède, l'organisation néerlandaise ICCO ou le



Formation à la gestion des économies pour les membres de Crecer, Bolivie.

gouvernement néerlandais. Cette année a été marquée pour Oikocredit par un bond magistral des projets de ce type. En juillet, Oikocredit et ICCO ont signé un contrat de coopération de 15 millions d'euros afin de soutenir davantage le renforcement des capacités et la gestion des performances sociales au cours des cinq années à venir. Oikocredit a en outre engagé 400 000

euros de ses bénéficiaires dans le fonds de renforcement des capacités afin de financer 20 à 25 projets supplémentaires dans les 12 mois à venir. Cette aide est mise à la disposition de tous les partenaires d'Oikocredit dans les secteurs du financement, de la production ou des services.

Un fonds d'un million de dollars pour les projets d'améliorations sanitaires et d'énergie solaire en Inde

La filiale indienne d'Oikocredit, Maanaveeya Development & Finance, a signé un accord portant sur un million de dollars afin de promouvoir l'énergie solaire, d'améliorer l'approvisionnement en eau potable et de combattre les problèmes d'hygiène dans les zones les plus pauvres de l'Inde. Plus de la moitié des 1,2 milliard d'habitants du pays n'ont pas accès à des toilettes, et la consommation d'eau non potable, contaminée, reste fréquente. Maanaveeya a reçu pour lutter contre ces difficultés une subvention de 500 000 dollars de la part de l'International Finance Corporation, structure membre du groupe de la Banque mondiale. Cette subvention sera complétée par Maanaveeya afin de financer des initiatives dans ce but.

« Ce projet encouragera les partenaires de projet d'Oikocredit à développer des programmes liés au financement d'améliorations sanitaires, de dispositifs d'assainissement d'eau ou de systèmes utilisant l'énergie solaire. « Nous espérons pouvoir aider au moins 12 partenaires sur les trois prochaines années grâce à nos prêts », a déclaré directeur général de Maanaveeya Monsieur Sundara Rao. »

Ces sommes formeront la base d'un « fonds pour l'énergie, l'eau et l'hygiène » et seront assorties de formations et de projets de développement ayant trait au renforcement des capacités et menés par Maanaveeya à l'attention des IMF appliquant ses programmes. Ce plan prévoit également des conférences ainsi que le partage d'informations entre organisations et la présentation de solutions technologiques.

Rosalind Copisarow, nouvelle directrice générale d'Oikocredit International

Rosalind Copisarow a pris les rênes d'Oikocredit en tant que directrice générale depuis le 1er juillet de cette année, à la suite de Tor G. Gull.

Citoyenne britannique, Madame Copisarow apporte à Oikocredit une expérience unique par sa richesse. Après 15 années au service de l'investissement bancaire spécialisé dans les « blue-chips », elle a travaillé 13 ans à créer de nouvelles institutions de microfinance et 3 ans encore à la tête d'entreprises sociales.

« La réussite du développement social peut s'appuyer sur diverses démarches, explique-t-elle. C'est la conjugaison du soutien de la microfinance, des coopératives et des PME qui engendrent un développement sain et durable. »

Les compétences et l'engagement de Madame Copisarow permettront de poursuivre la mission sociale d'Oikocredit dans le cadre de sa démarche unique : investir dans l'Homme.



Rosalind Copisarow
en visite en Tanzanie

L'organisation néerlandaise ICCO et Oikocredit confirment leur engagement commun pour le développement

En juillet dernier, l'agence nationale de développement des Pays-Bas et Oikocredit International ont signé un contrat de coopération sur 5 ans pour un montant total de 15 millions d'euros. Ce contrat vient prolonger un partenariat de longue date entre les deux institutions.

Cette coopération s'appuie sur des éléments clefs : renforcement des capacités, soutien des projets agricoles, garantie des projets risqués en matière de financement d'éléments à valeur ajoutée, et renforcement de la performance sociale

en microfinance. Grâce à la gestion de leurs actions communes, les deux structures peuvent présenter des offres plus attractives à leurs partenaires. Toutes deux envisagent également d'intensifier leurs efforts de collecte de fonds. Les pays dans lesquels seront mises en place les premières actions communes sont le Kenya, le Mali, les Indes, les Philippines, la Bolivie et le Guatemala.

Rosalind Copisarow, directrice générale d'Oikocredit, se félicite de la confirmation de cet engagement. « La coopération avec ICCO nous permet de soutenir nos partenaires de projet par des prêts et

des investissements, mais également par d'autres actions tout aussi nécessaires, telles que des démarches novatrices pour faire le lien direct entre producteurs et consommateurs dans les pays en développement. »

Marinus Verweij, président du conseil de direction d'ICCO, a également accueilli avec plaisir cette coopération, qui représente à ses yeux l'union parfaite pour consolider les activités clefs d'ICCO visant à encourager un développement économique durable. « Ensemble, nous avons tellement à offrir à nos partenaires. »

Les résultats sociaux sont aussi déterminants que les résultats financiers

En juin, Oikocredit a communiqué son rapport de performances sociales au cours de son assemblée générale en Tanzanie. Ce rapport montre l'amélioration des conditions de vie des emprunteurs, notamment des femmes en zones rurales, ce qui correspond à l'objectif visé par Oikocredit pour proposer des services financiers équitables, de manière responsable et solidaire, à davantage de personnes encore.

L'an dernier, Oikocredit a pu ainsi toucher 29 millions de personnes par le biais de ses partenaires en microfinance. Plus impressionnant : 86 % de ces personnes ayant eu accès à des services financiers par le biais d'Oikocredit sont des femmes, et les PME ayant reçu des financements Oikocredit ont pu fournir un emploi permanent à 61 000 personnes. Cette année, plus de 90 % des partenaires en microfinance d'Oikocredit ont communiqué leurs résultats de performance sociale. Un beau succès qui

dénote l'importance prioritaire accrue de la communication de ces données. Oikocredit se félicite d'être à l'avant-garde en matière de gestion des performances sociales et poursuivra cette mission sociale assurée déjà depuis 35 ans avec dévouement et ténacité pour améliorer la vie des personnes pauvres grâce à la finance solidaire.

Vous trouverez le rapport de performances sociales 2010 d'Oikocredit à la page www.oikocredit.org/socialperformance de notre site.

Chiffres clés du portefeuille

au 30 juin 2011

● total des capitaux en circulation	456 million €
● nombre total de partenaires de projets	879
● partenaires de microfinance (sur le nombre total de partenaires de projets)	597
● nombre d'investissements depuis la création d'Oikocredit	2 256
● montant moyen des prêts (sur le portefeuille total)	368 881 €
● montant moyen des prêts aux institutions de microfinance	414 468 €

Performance sociale

au 31 décembre 2010

La gestion des performances sociales est une priorité pour Oikocredit. Grâce aux indicateurs de performance sociale, nous nous assurons que nos partenaires de projet s'adressent bien aux groupes de population qu'ils ciblent et qu'ils offrent des services qui contribuent à améliorer la vie de leurs clients.

Clients desservis par les partenaires d'Oikocredit dans le secteur de la microfinance ¹	29,3 millions
● % de femmes parmi les clients d'IMF	86%
● % de clients d'IMF en milieu rural	50%
Nb d'employés des entreprises sociales	77 671
● emplois fixes	60 918

¹ Nb d'IMF partenaires communiquant leurs données : 498

Dernières transactions*

au 30 juin 2011

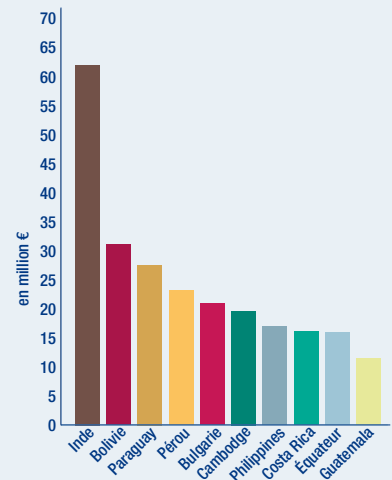
HONDURAS – BENEFICIO SANTA ROSA – 1,8 millions d'EUR (2,5 millions d'USD)
Beneficio Santa Rosa (BSR) est une société de commerce équitable consacrant son activité à l'achat, la mouture et la commercialisation de café de grande qualité provenant de 19 coopératives de café au Honduras. L'organisation a reçu une triple certification (Commerce équitable, Bio et UTZ certified) et est devenue une composante cruciale de la chaîne de valeur aussi bien pour les producteurs que pour les acheteurs internationaux et honduriens. BSR utilisera le premier crédit obtenu d'Oikocredit pour assurer le financement des besoins des producteurs avant et après la récolte, pour acheter, entreposer et exporter le café, et pour contribuer à l'entretien des exploitations agricoles.

RWANDA – VISION FINANCE COMPANY – 542 331 EUR (420,5 millions de RWF)
Vision Finance Company (VFC) offre des prêts, des comptes d'épargne et une formation aux affaires et à la gestion des prêts à plus de 22 000 clients au Rwanda. Sa clientèle se compose principalement d'entrepreneurs et de femmes à faibles revenus situés en région rurale. Le prêt servira à élargir le portefeuille de VFC, ce qui lui permettra d'étendre son offre de services et d'inclure un plus grand nombre d'entrepreneurs situés dans des régions plus isolées. VFC est une organisation affiliée au réseau World Vision International Network.

* basées sur les montants des prêts approuvés

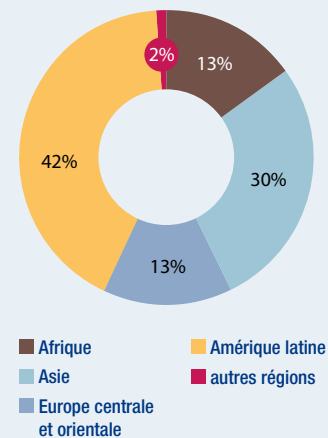
Pays aux capitaux en circulation les plus élevés

au 30 juin 2011



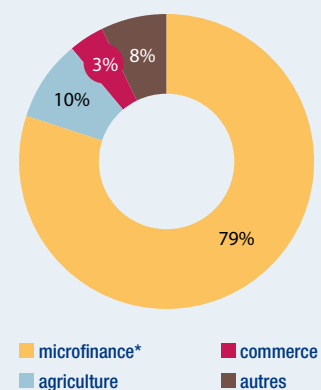
Financement de projets par région

au 30 juin 2011



Financement de projets par secteur

au 30 juin 2011



* y compris le microcrédit, le financement des PME/PMI et des organismes de refinancement de tiers

« Le bénéficiaire doit aussi s'engager »



Hubert Oechsner de Coninck (à gauche) et les autres membres du conseil presbytéral de la paroisse ERF d'Aix-en-Provence.

Hubert Oechsner de Coninck, le trésorier de la paroisse protestante réformée d'Aix en Provence a répondu à nos questions.

Pourquoi investissez-vous dans Oikocredit ?

J'ai été coopérant au Cameroun puis j'ai bien connu le monde des Très Petites Entreprises (TPE) et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) où j'ai été gestionnaire pendant 25 ans. A une époque, j'étais associé dans sept sociétés différentes. A long terme, je pense que ce type de placement est la clé du développement des pays du Sud. Bien qu'Oikocredit intervienne dans plus de 70 pays, le cas de Haïti a retenu mon attention. 80 % des fonds sont placés en capital et prêts et les 20 % restant sont dans un portefeuille obligataire éthique dont le label est Ethibel. Le remboursement peut se faire en moins d'un mois à compter de la demande. Oikocredit soutient, entre autres, des femmes de confiance prêtes à emprunter pour développer leurs propres activités avec le souci de rembourser.

Pourquoi votre paroisse a-t-elle décidé d'investir dans Oikocredit ?

En 1975, le Conseil œcuménique des Eglises a contribué à la création d'Oikocredit et l'Eglise Réformée de France continue de soutenir ce type d'engagement. Beaucoup d'informations positives ont circulé dans différents journaux protestants ces dernières années. En 2010, lorsque la nécessité de placer l'argent d'un legs s'est présentée à la paroisse réformée d'Aix en Provence, il est apparu naturel au conseil presbytéral de se tourner vers Oikocredit.

Le conseil presbytéral a décidé d'investir dans Oikocredit non pas pour « faire de l'argent » mais pour prolonger la solidarité entre les pays du Sud et du Nord dans le cadre de la mission de notre Eglise. Ma conviction est que le bénéficiaire doit aussi s'engager. Comme disait le pasteur Bernard Dupasquier : « *Donner un poisson c'est bien, mais, apprendre à pêcher, c'est mieux.* »

Ce document a été rédigé avec le plus grand soin par Oikocredit, Société coopérative œcuménique de développement U.A. (Oikocredit International) sur la base de ses connaissances et convictions au moment de sa rédaction. Les opinions qui y sont exprimées sont celles d'Oikocredit International au moment de la rédaction et sont sujettes à

modification à tout moment et sans notification préalable. Oikocredit International ne garantit pas son contenu et son exhaustivité et décline toute responsabilité quant aux pertes que pourrait entraîner l'usage de ces informations. Ce document, fourni à titre informatif, est réservé à l'usage exclusif de son destinataire. Il ne constitue ni une

incitation ni une recommandation d'achat ou de vente d'instruments financiers ou de services bancaires et ne décharge en aucune manière le destinataire de l'exercice de son propre jugement. La reproduction de tout ou partie de ce document sans l'autorisation écrite d'Oikocredit International est interdite.

À PROPOS D'OIKOCREDIT

En sa qualité de société coopérative active au niveau mondial, Oikocredit œuvre pour la promotion d'une justice globale en appelant les particuliers, les églises et les autres institutions à partager leurs ressources grâce à des investissements socialement responsables et à donner à travers le crédit, des moyens d'action aux plus démunis. Pour de plus amples informations, consultez www.oikocredit.org.

SOUTENIR L'ACTION D'OIKOCREDIT

Vous êtes intéressés à participer à l'action d'Oikocredit ?

En France

Bureau de Soutien pour la France
102 boulevard Arago • 75014 Paris
T : +33 (0)1 42 34 70 53 • C : france@oikocredit.org

Oikocredit Centre Alpes Rhône
Centre Œcuménique Saint Marc
6 avenue Malherbe • 38100 Grenoble
T : +33 (0)4 76 09 01 68 • C : car@oikocredit.org

Oikocredit Méditerranée
103 La Canebière • 13001 Marseille
T : +33 (0)4 91 75 13 53
C : mediterranee@oikocredit.org

Oikocredit France Est
1, rue petite croix • 67200 Strasbourg
T : +33 (0)3 89 49 00 92
C : franceest@oikocredit.org

Oikocredit Franche-Comté
12, rue des Chardonnerets • 25700 Valentigney
T : +33 (0)3 81 34 78 74
C : franche-comte@oikocredit.org
Antenne Bourgogne
C : bourgogne@oikocredit.org

Oikocredit Ile de France & Ouest
102 boulevard Arago • 75014 Paris
T : +33 (0)6 48 02 75 91
C : iledefranceouest@oikocredit.org
Antenne Sud-Ouest
C : sudouest@oikocredit.org

En Belgique

Oikocredit-be, Anvers
TPC Groenenborgerlaan 149 • 2020 Antwerpen
T : +32 3 287 35 78
C : oikocredit-be@oikocredit.org

En Suisse

Oikocredit Suisse romande
Ch. du Vallon 10, 1030 Bussigny-Près-Lausanne
T : +41 21 701 26 74
C : suisse.romande@oikocredit.org

En l'absence d'association ou de bureau de soutien dans votre pays :

International Share Foundation Oikocredit International
P.O. Box 2136, 3800 CC Amersfoort, Pays-Bas
T : +31 33 422 40 40
F : +31 33 465 03 36
C : info@oikocredit.org
W : www.oikocredit.org

La lettre d'information d'Oikocredit est imprimée sur papier FSC certifié (fabriqué sans chlore). Elle est distribuée gratuitement à tous ceux qui souhaitent s'informer de nos activités. Si vous souhaitez recevoir également la lettre d'information électronique d'Oikocredit, il suffit de nous envoyer un e-mail à l'adresse suivante : info@oikocredit.org. N'hésitez pas également à nous faire part à cette même adresse de vos commentaires sur nos divers articles.

Crédits photographiques : Tom Bamber, Opmeer Report, Antonio Suarez, associations de soutien Oikocredit, membres, partenaires et personnel Oikocredit

Rédaction : Linda Caille, Holly O'Connell, Aline Uit den Boogaart, Kawien Ziedses des Plantes
Maquette et fabrication : Van Santen Productions, Amstelveen, Pays-Bas

Impression : Atlas - Soest, Pays-Bas